

INTERGLOBAL



A l'école Mayham Shamela, dans le quartier numéro 3 de Syrte, les combattants libyens observent les mouvements de l'EI qui se trouve à 300 mètres de là.

SYRTE

La fin de la guerre ?

Maryline Dumas (à Syrte et Misrata)

Les forces loyales au gouvernement de Tripoli ont fait des avancées considérables face à l'État islamique à Syrte. Si la victoire semble acquise, elle pourrait encore prendre du temps face aux méthodes d'action des djihadistes.

L'école Mayham Shamela n'a plus d'école que le nom. Le bâtiment est aujourd'hui sur la ligne de front qui départage les forces loyales au gouvernement d'union nationale et le groupe État islamique (EI). Ce dernier est cloisonné dans une zone de moins d'un kilomètre carré, dans le quartier numéro 3, en plein centre de Syrte. Entre juin 2015 et mai 2016, les terroristes contrôlaient une large bande de 250 kilomètres le long de la côte méditerranéenne.

Pour entrer dans le bâtiment de l'établissement Mayham Shamela, il faut utiliser une échelle qui conduit directement au premier étage. L'entrée principale est dans la ligne de tir des snipers de l'EI. Au deuxième étage, une dizaine de jeunes observent, à travers des trous percés dans les murs, les mouvements de Daech. En bermuda et t-shirt, ils se débrouillent avec les moyens du bord, tournant les jumelles comme ils peuvent pour s'adapter à la forme du trou. « L'objectif, c'est de surveiller Daech, repérer leurs déplacements et informer notre hiérarchie », explique Mohamed el-Kacheri. En cas de sou-

ci, quelques armes sont à portée de main. El-Kacheri fait état de quelques désertions : « Ils nous disent qu'ils n'en peuvent plus, qu'ils ont beaucoup de blessés et que les conditions sont très mauvaises pour eux. » Les Libyens estiment à une centaine le nombre de terroristes. Alors, Mohamed sourit : « Nous les aurons. Ce n'est qu'une question de temps, c'est la fin. »

Une nouvelle offensive de l'EI

Pourtant, la conclusion pourrait bien encore tarder. Dimanche 2 octobre, l'EI a lancé une nouvelle offensive. Celle-ci a été repoussée par Bunyan al-Marsous (« Structure solide »), nom donné à l'opération qui réunit les forces loyales au gouvernement d'union nationale de Tripoli, dont une grande partie des troupes sont originaires de Misrata. Huit hommes ont péri à cette occasion. Un journaliste néerlandais, Jeroen Oerlemans, a également perdu la vie après avoir été ciblé par un sniper. Selon Rida Issa, un porte-parole des forces libyennes, les djihadistes venaient du désert, donc de l'extérieur de la ville. L'EI a donc encore les moyens de préparer des attaques, mais aussi des attentats à la voiture piégée. surtout, certains de ses membres ont trouvé refuge à l'extérieur de Syrte et s'organisent à nouveau. Abdessalam Kajman, vice-premier ministre du

gouvernement d'union nationale, né des accords de Skhirat signés en décembre sous l'égide de l'ONU, le reconnaît sans hésitation : « Daech a des cellules dans les villes voisines de Syrte. La bataille contre cette organisation ne se terminera pas avec la libération de Syrte. »

600 morts du côté libyen

Syrte n'est donc que la première étape. Et si la fin approche, elle n'est pas encore arrivée. « Les combats dans les rues sont compliqués à cause de leurs snipers, des attaques suicides et des mines placées un peu partout dans la ville », explique Muftah Salem, le chef d'une unité de la brigade Al-Marsa, originaire de Misrata, la ville voisine. Une visite des maisons libérées laisse entrevoir le travail des tireurs d'élite de l'EI : des trous percés dans les murs permettant d'observer et de tirer, des positions protégées par des meubles et des tunnels creusés entre les maisons pour une fuite discrète. Quant aux mines, si les rues ont été à peu près nettoyées, ce n'est pas le cas des bâtiments, faute de temps et de moyens. « Lors des avancées, nous passons en premier pour repérer les explosifs », explique le chef d'une équipe de démineurs. « Mais le travail est fastidieux, car nous n'avons pas de matériel. Nous n'avons que nos yeux pour les repérer. »

Les forces libyennes ont déjà perdu près de 600 hommes dans ces combats. Le nombre de blessés dépasse les 2.500. Alors, Bunyan al-Marsous semble prendre le chemin d'une victoire plus lente qui, au contraire d'une grosse offensive, permettrait de limiter les pertes humaines. La présence de femmes et d'enfants de djihadistes est un autre argument pour une fin qui traînerait en longueur. Les soldats espèrent en effet que le temps finira par user les « familles de Daech ». Déjà, plusieurs jours de répit avec une voie de sortie sécurisée de la zone de combats ont été mis en place. Sans grand succès. Mohamed al-Gasri, porte-parole du centre de commandement, lui, note qu'en septembre « les bombardements américains, qui nous ont beaucoup aidés en août, ont fortement diminué à cause de ces civils ». Cette présence est également un cas de conscience pour les Libyens. En effet, des femmes snipers auraient été repérées. D'autres ont déjà commis des attentats suicides, parfois même avec leurs enfants. Sur le terrain, les combattants en parlent avec hésitation : « Mon éducation m'interdit de toucher à une femme », dit un jeune. « Mais si elle me tire dessus ou tire sur mes camarades ? » Les interrogations sont les mêmes pour les responsables militaires. « C'est un gros souci. Daech va utiliser femmes et enfants comme des boucliers humains », estime Ibrahim



PHOTOS : MARYLINE DUMAS

Les traces de la gouvernance de l'EI sont partout à Syrte. Ici, les marques qui indiquaient que les magasins étaient « halal ».

Baithimal, le chef du conseil militaire de Misrata. « Je ne sais pas ce que nous ferons : tirer sur eux serait considéré comme un crime de guerre ; ne pas le faire, c'est leur donner l'occasion de nous tuer. »

Une ville détruite

Au côté de Mohamed el-Kacheri, dans l'école Mayham Shamela, Abdallah Karim, lui, ne fait pas de sentiments. Maigrelet, le jeune homme garde un corps d'adolescent. Originaire de Syrte, il indique un quartier en contrebas du bâtiment : « Ma maison est là-bas. Le quartier est bien abîmé. Mais je m'en fous. La ville peut être détruite, ça n'a pas d'importance. Il faut se débarrasser de Daech. » Syrte garde en effet de nombreux stigmates des combats, tout comme de la domination de l'EI pendant un an. La longue route qui borde la mer laisse apparaître des bâtiments dentelés par les impacts, noircis par les flammes ou effondrés. Les rues sont barrées par des carcasses de véhicules, des containers, matelas ou tout autre objet capable de servir de protection plus ou moins efficace en cas de tirs. Sur le bâtiment de la cour de justice, le drapeau de l'EI flotte encore. La zone est pourtant sécurisée par les forces libyennes, excepté quelques tirs de snipers. Mais personne n'a pris le temps de retirer ce symbole. Autre signe de l'emprise

passée des terroristes : des sigles, près de chaque vitrine de magasin, indiquant que la boutique a été validée par l'administration de l'EI comme étant « halal ». Avec les mines disséminées dans les maisons et les bâtiments, il faudra plusieurs mois pour remettre en état la ville. Et pour cela, encore faut-il que la paix s'installe.

Une nouvelle menace : l'ANL

Celle-ci est loin d'être acquise. Les forces de Bunyan al-Marsous ont déjà le regard tourné vers l'est de Syrte. Le 11 septembre, l'« Armée nationale libyenne » (ANL) de Khalifa Haftar, bras armé du gouvernement de Beida (Est libyen) refusant de reconnaître le gouvernement d'union nationale (GUN), entre dans les terminaux pétroliers de Ras Lanuf, Sidra et Zueitina. Cette zone qui contient 70 pour cent des réserves libyennes d'or noir était, depuis 2013, aux mains d'Ibrahim Jedran, un chef de milice défendant le fédéralisme. Ce dernier avait choisi, au printemps dernier, de reconnaître le GUN de Faez Sarraj, reconnu par la communauté internationale. Il était même parvenu à un accord financier, cet été, avec le premier ministre, pour reprendre les exportations de pétrole. C'était sans compter sur le général Khalifa Haftar. « Nous sommes arrivés à Sidra et Ras Lanuf sans aucune résistance ou presque », a ainsi

déclaré Ahmed al-Mismari, le porte-parole de l'ANL.

En prenant les sites, Khalifa Haftar a détruit le pacte entre Jedran et le GUN. Il a cependant fait un geste d'apaisement en remettant l'exploitation des sites pétroliers à la Compagnie nationale du pétrole (NOC), basée à Tripoli et reconnaissant le gouvernement d'union nationale. La première exportation a eu lieu dès le 21 septembre, soit 10 jours après la prise des installations par l'ANL. Pour Ali Bensaad, professeur à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris-VIII, ce geste est « une tentative de bloquer toute possibilité de compromis en Libye. C'est une volonté de prendre tous les pouvoirs ».

Une autre guerre ?

À Misrata, où les adversaires de Khalifa Haftar sont nombreux, on redoute qu'il cherche à s'étendre vers Syrte. « Nous craignons que Khalifa Haftar bombarde Syrte. Il visera nos forces sous couvert de combattre les djihadistes, puis clamera sa victoire face à Daech », s'inquiète Ibrahim Baithimal, chef du conseil militaire. Une méthode que le général a déjà été accusé d'appliquer à Derna, dans l'Est, en 2015.

Un responsable sécuritaire avoue qu'avec les aéroports des sites pétroliers à présent aux mains de l'ANL, Misrata est aujourd'hui à portée d'at-

taque des Mig-23 détenus par Khalifa Haftar. Dans ces conditions, la ville portuaire, devenue bras armé du gouvernement d'union nationale et considérée comme proche des Frères musulmans, se prépare à une nouvelle guerre. « Nous allons déjà en finir avec l'État islamique. Nous tenterons ensuite de négocier. Mais il est clair que si les négociations échouent, il y aura très certainement une guerre », affirme Ali Abu Setta, membre du conseil local de Misrata, qui n'hésite pas à dire que Khalifa Haftar prouve « avec cette nouvelle offensive qu'il n'est pas un démocrate et qu'il ne devrait pas avoir de responsabilités en Libye ».

Nächste Woche:

„Aussiedlung nach Osten“

Am 16. Oktober 1941 begannen in Luxemburg auf nationalsozialistischen Befehl die Judendeportationen. Die woxx fragt nach dem gesellschaftlichen Umgang mit Judenverfolgung und -ermordung vor 75 Jahren.